

Directeur de la publication : Paul-Marie Coûteaux

Secrétaires de rédaction : Huguette Livernault, Luc-André Marsac

ÉDITORIAL

Le nouvel horizon politique du SIEL

Paris, 26 mai 2013 à 18 heures 30. La dernière en date des Manif pour Tous s'achève et l'esplanade des Invalides se vide peu à peu du million de personnes qui ont battu le pavé parisien la journée durant. A deux pas de là, l'église Saint-François-Xavier donne à voir les beautés de son architecture qui rappelle les basiliques italiennes de la Renaissance. Après avoir exprimé ma colère, comme tant d'autres manifestants, contre un gouvernement autiste déterminé à faire passer au forceps la funeste loi Taubira, j'éprouve inconsciemment le besoin d'y pénétrer. La messe du dimanche soir débute : le curé de la paroisse entame la célébration devant une assistance considérable, majoritairement composée de jeunes dont la plupart n'ont pas 30 ans. Sans doute décuplée par la gravité des enjeux du moment, une ferveur intense parcourt l'assistance des fidèles : elle sera présente tout au long de la cérémonie dominicale, comme si chacun

percevait intuitivement la nécessité de prolonger par la prière le combat politique mené quelques heures auparavant. A l'issue de l'office, partageant une même fraternité d'armes, la foule se disperse dans la sérénité, non sans que ne subsiste dans l'esprit des fidèles une commune détermination à croiser le fer contre les idéologues libéraux-libertaires qui entendent, à la tête de l'Etat, bouleverser méthodiquement les fondements anthropologiques qui soudent depuis toujours la civilisation française. Après tout, François-Xavier n'est-il pas le patron des missions ?

Au lendemain d'une séquence politique inédite qui aura jeté dans la rue des millions de Français, quelle traduction politique pouvons-nous donner à présent à la formidable mobilisation de La Manif Pour Tous ? Parce que ce vaste mouvement d'opinion annonce assurément l'émergence prometteuse d'un « *populisme chrétien* » qui opposerait, parmi les ressorts de son action, « *la loi morale reliée à la transcendance comme légitimité supérieure à la loi* » (Entretien avec Patrick Buisson – Le Monde, 9-10 juin 2013), le SIEL se doit d'accueillir dans ses rangs, - en se donnant au plus tôt les moyens pratiques pour y parvenir-, celles et ceux qui se reconnaissent dans les objectifs affichés de notre formation politique qui est la seule à ranger parmi ses priorités le respect des "Points non négociables pour tout chrétien" tels que les a rappelés Benoît XVI, - dont la reconnaissance et la promotion de la structure naturelle de la famille, produit d'une union entre un homme et une femme. Le SIEL n'a-t-il pas ainsi vocation à offrir un espace politique privilégié à ces nouvelles forces vives du peuple de droite ?

SOMMAIRE

ÉDITORIAL	1
<i>Le nouvel horizon politique du SIEL</i> <i>par Karim Ouchikh</i>	
18 juin à Gamaches	2
<i>par Paul-Marie Coûteaux</i>	
Hommage à Dominique Venner	3
<i>par Paul-Marie Coûteaux</i>	
LA PAROLE A ...	3
<i>Geneviève Béduneau</i> <i>A propos de la théorie du genre</i>	
DERNIÈRES NOUVELLES DES CABRIS	4
LA CHRONIQUE DE ...	5
<i>Véronique Hervouët</i> <i>Le réveil de la grenouille</i> <i>Catherine Rouvier</i> <i>Quel avenir pour le "Printemps français" ?</i>	
NOTE DE LECTURE	7
<i>Les années Sarkozy (Yves-Marie Laulan)</i> <i>par Maurice Livernault</i>	
POURQUOI J'AI ADHÉRÉ AU SIEL	8
<i>Trois questions à ... Arnaud Cléré</i>	
A vos AGENDAS !	9
Adhères au SIEL	9
LE SIEL REÇOIT ...	10
<i>Roland Hureaux</i> <i>Le cas syrien</i>	

Si cet objectif stratégique ne souffre guère de contestation, encore faut-il le concevoir et l'appliquer en cohérence avec nos alliances politiques. Né de la volonté de ses fondateurs d'apporter ouvertement un concours politique durable à Marine Le Pen, en pariant sur notre capacité idéologique à accueillir parmi nous les déçus de l'UMP, du MPF et de DLR qui se reconnaissent au fond d'eux-mêmes dans la personne comme dans l'action du chef de file du FN, le SIEL a fait le choix, dès sa fondation, d'intégrer le Rassemblement Bleu Marine, en y occupant depuis lors une place éminente : après avoir apporté à Marine Le Pen un appui politique remarqué lors des élections présidentielle et législatives de 2012, notre formation entend plus que jamais poursuivre dans cette voie en multipliant partout en France des listes qui réuniront dans la clarté celles et ceux de nos compatriotes qui, - fort du précédent de Béziers -, entendent concourir au scrutin municipal de 2014 sans jamais exclure à nos côtés ni l'appui ni la présence des forces de notre partenaire. De ce point de vue, le ralliement au SIEL du courageux Arnaud Cléré, exclu de l'UMP pour avoir annoncé, en vue des élections municipales à Gamaches (Somme), une liste où figurent deux membres frontistes, confirme le bien-fondé d'un positionnement que notre formation politique ne doit jamais perdre de vue : agir encore et toujours auprès des militants et des cadres de l'UMP, du MPF et de DLR, en exploitant la force d'attraction singulière du SIEL, pour oeuvrer à notre réussite politique collective.

Si une recomposition de la droite doit s'opérer, celle-ci ne se réalisera à coup sûr que sur les décombres d'une UMP qui apparaît de plus en plus comme l'homme malade de l'échiquier politique français. Fruit d'une assemblée hâtif entre le RPR et l'UDF, minée par des rivalités de personnes, divisée sur les questions de société comme sur les enjeux européens, incapable en somme de se structurer idéologiquement, l'UMP peine à dissimuler son talon d'Achille : la rupture de sa chaîne de commandement. Le divorce croissant entre un état-major tout acquis au *politiquement correct* et sa base électorale et militante, plus que jamais séduite par le discours patriotique proposé par Marine Le Pen, doit être exploité à plein pour accélérer la décomposition et l'éclatement d'un parti aujourd'hui en sursis. De ce point de vue, le refus répété des chefs de file de l'UMP, - mais aussi de ceux de DLR ou du MPF -, de donner la moindre suite positive aux récentes initiatives du SIEL visant à promouvoir l'union des droites par le haut (Colloque à l'Assemblée nationale ; Dourdan ; lettre ouverte du SIEL à la direction de l'UMP), témoigne de l'ardente obligation pour notre parti de se détourner désormais des états-majors nationaux de la droite parlementaire pour cibler dorénavant notre action auprès des seuls militants et électeurs de la droite.

Avec la prochaine bataille des municipales, tel est bien le champ de manœuvre qui, pour l'heure, doit s'imposer au SIEL. A notre formation d'honorer ce rôle offensif et de faire pièce à ceux qui, au service d'un Nicolas Sarkozy dont le bilan comme le projet demeurent calamiteux, ne rêvent que de rééditer en 2017 le hold-up électoral qui a porté dix ans plus tôt l'ancien chef de l'Etat au pouvoir pour le plus grand malheur de la Nation...

Karim Ouchikh

Président exécutif du SIEL

18 juin à Gamaches

Sous le titre « *Ces UMP qui vont au SIEL* », l'hebdomadaire « *Le Point* » du jeudi 6 juin évoque nos récents succès dans les efforts que nous déployons pour établir un lien entre le FN et l'UMP - c'est-à-dire à accueillir au sein du RBM des militants ou cadres de ce parti qui se décident à réaliser l'Union des Patriotes. Ce même article annonce notre déplacement à Gamaches, dans la Somme, le 18 juin prochain, au cours duquel nous irons déposer une gerbe à l'endroit où de Gaulle conçut pour la première fois l'appel du 18 Juin (au château d'Huppy) puis à Gamaches, et où nous serons reçus par la jeune équipe SIEL de cette ville et lancerons un appel à tous les cadres locaux et militants de l'UMP, où qu'ils se trouvent en France, pour constituer le « rassemblement des Français sur la France » que souhaitait le Général de Gaulle.

Il est de la plus haute importance de réussir ce rendez-vous, et de lui donner une ampleur propre à conforter nos premiers succès. J'attends de chacun de vous qu'il y contribue, par exemple en se rendant ce 18 juin à Huppy puis à Gamaches pour saluer le geste courageux du jeune militant exclu de l'UMP, notre ami Arnaud Cléré. Que d'autres Gamaches surviennent à la faveur des municipales de mars prochain, et l'instrument politique du redressement national, un large rassemblement national à vocation majoritaire, autour de Marine Le Pen, deviendra possible. Qu'il soit notre œuvre collective !

Paul-Marie Coûteaux

Président-fondateur du SIEL

Hommage à Dominique Venner

« Tout ce qui nous arrive nous ressemble » disait Wilde ; la mort de Dominique Venner bouleverse ses amis mais ne les étonne pas, tant son dernier geste est à son image, aristocratique, romain, solaire, infiniment clair, infiniment noble. A l'heure d'une sorte de mort christique qui est aussi l'heure de sa victoire, ce personnage qu'a toujours tenu fier et droit un sens instinctif de la grandeur, du sacrifice et de la maîtrise de soi, entre dans le cortège des héros qui ont marqué de part en part la longue mémoire d'une civilisation qu'il connaissait et servait avec scrupule et dont la dégénérescence le désespérait, à quoi pour autant il ne se résignait pas : le voici inscrit pour toujours dans la ligne de ses maîtres antiques auxquels il nous ramène, fussent-ils païens, la ligne des francs chevaliers de l'âge féodal et des héros de Corneille, inscrit dans l'Histoire d'un trait admirable par ce qu'il résume et récapitule : il est admirable que ce polythéiste obstiné, mort debout comme un preux, se soit donné la mort, ou la vie, au pied du grand autel de la cathédrale Notre-Dame de Paris ; admirable que ce partisan résolu du « dépassement européen » ait été malgré tout l'archétype d'un grand Français honorant d'un geste emblématique une nation, la France qui, seule dans une Europe qui s'abandonne, résiste au remplacement de son peuple, à la déliquescence de sa civilisation, à la décadence morale qui entraîne toutes les autres décadences ; admirable qu'un acte froid et raisonné réponde aux folies de la théorie du genre, qui l'horrifiait, notamment de ce mariage dénaturé devenu loi l'avant veille du jour qu'il choisit pour disparaître, où il voyait la blessure la plus vive qu'inflige à la Nature le rouleau compresseur du mercantilisme - et de ce monde unidimensionnel qui, comme il l'écrivait dans l'un de ses derniers textes, fait de l'enfant un objet de consommation et rend interchangeables les êtres, les hommes et les peuples ; admirable enfin que cet homme discret et sobre ait d'un coup touché des millions de cœurs, nous rappelant ensemble à la gravité, montrant à tous combien la politique, que notre temps rend trop souvent frivole ou dérisoire, abordait désormais à un nouvel âge, sans doute celui du drame, de la violence, du sacrifice, peut-être de la tragédie. Telle est la dimension que nous donnerons désormais à nos combats en mémoire de Dominique Venner, sûrs qu'il a tout à l'heure vaincu l'accablement comme il a vaincu le désespoir veule, et ce néant qui hantait son esprit mais qu'il vient d'abolir. En ce jour où notre chagrin s'illumine, tandis que son corps tombe et que son âme s'élève, voici accomplie la prière de Rilke : « O mon Dieu, donne à chacun sa mort propre ! ». Sa mort dit Dominique Venner tout entier. Impeccable.

Paul-Marie Coûteaux

La parole à ... Geneviève Béduneau (*)

A propos de la théorie du genre

La théorie du genre, telle que la prônent les féministes radicales, peut se résumer en quelques mots : le donné biologique n'est rien, la pression sociale ou, si l'on préfère, la représentation de soi générée par l'éducation est tout. Pour Judith Butler et ses émules, l'enfant ne ferait la différence entre le masculin et le féminin que vers deux ans mais serait soumis dès la naissance à des conditionnements stéréotypés dont il lui faudrait se libérer en les déconstruisant. Cette négation du corps s'inscrit dans un ensemble plus vaste, celui des théories postmodernes qu'Alexandre Douguine a superbement résumées : « En comprenant la réalité, l'homme lui donne forme et se façonne lui-même dans le même temps. Il n'existe pas de réalité extérieure à ce processus. » D'un point de vue philosophique, il s'agit d'un idéalisme qui tend à nier ou minimiser la matière au profit de l'esprit, mais en remplaçant la transcendance divine par le psychisme collectif.

Que le conformisme joue un rôle dans nos vies, nul ne saurait le nier. Mais comme en tout, l'excès tue. La recherche de la neutralité sexuelle et la croyance en un apprentissage tardif des rôles sociaux ont des conséquences très loin d'être libératrices : la maternité y est vécue comme un fardeau, d'où l'avortement ou la GPA ; l'enfant comme un droit qui le transforme en marchandise. De nouveaux esclavages se mettent en place dans les pays émergents, assez équipés du point de vue technologique, assez pauvres pour qu'on y ait besoin de vendre son corps.

Il est d'autant plus paradoxal de vouloir enseigner la théorie du genre aujourd'hui que les progrès de la biologie montrent que l'enfant apprend lors de sa croissance dans le ventre de sa mère, en particulier à reconnaître les voix masculines et féminines, qu'il tisse avec sa mère de nombreux liens que nous commençons à peine à découvrir. « L'homme n'est ni ange ni bête, rappelait Blaise Pascal, et le malheur veut que qui veut faire l'ange fait la bête. »

* journaliste, écrivain, membre du Comité directeur du SIEL

DERNIERES NOUVELLES DES CABRIS

Le Parlement européen pour le libre-échange UE/EU

Une majorité de parlementaires européens (381 contre 191) a voté, le 23 mai, en faveur de l'ouverture des négociations entre Bruxelles et Washington sur un accord de libre-échange, qui serait une catastrophe pour notre industrie, notre agriculture, et notre culture. Les vents de la mondialisation sauvage souffleraient encore plus violemment dans notre pays et en Europe, notamment alors que l'euro est largement surévalué par rapport au dollar !

L'UE, paradis fiscal ?

Les dirigeants de l'UE ne parviennent toujours pas, au delà des déclarations d'intentions stériles, à lutter contre les paradis fiscaux dans l'UE, en raison de la persistance de l'opposition à toute législation anti-évasion de l'Autriche et le Luxembourg, qui craignent la concurrence de la Suisse, de Monaco ou du Liechtenstein et conditionnent leur feu vert à la négociation d'accords équivalents avec ces pays.

Libéralisation du rail jusqu'au bout

Refusant de prendre en considération les conséquences des premières étapes de la libéralisation, faite dans le prétendu intérêt des consommateurs pour faire baisser les prix, la Kommission persiste et signe. Elle vient de proposer, dans le cadre du quatrième paquet ferroviaire, la libéralisation totale du rail pour 2019. Bruxelles néglige ainsi les conséquences désastreuses des premiers paquets ferroviaires, pourtant frappantes : le deuxième paquet, en 2004, a conduit à une baisse catastrophique du fret ferroviaire au profit du transport routier.

Contre le dumping social, mais pour l'ouverture du marché du travail !

La Kommission a présenté un projet de directive visant à prévenir les pratiques de dumping social entre les Etats membres et les discriminations dont souffrent les travailleurs étrangers tout en favorisant la mobilité professionnelle dans l'UE. Or, en janvier 2014, doivent prendre fin les restrictions à l'installation des Roumains et Bulgares, lesquels pourront travailler où bon leur semble dans l'Union. Cherchez l'erreur !

Explosion du nombre de travailleurs forcés en Europe

La Kommissaire chargée des Affaires intérieures a menacé de sanctions les pays récalcitrants à mettre en œuvre la législation européenne concernant la lutte contre le trafic d'êtres humains, dont 23 600 personnes (68% de femmes et 15% d'enfants) ont été victimes dans l'UE entre 2008 et 2010. Une grande majorité des victimes sont originaires de Bulgarie et de Roumanie. Cecilia Malmström devrait plutôt se demander si l'ouverture des frontières n'est pas étrangère à cette dérive !

L'huile (d'olive) sur le feu

La Kommission s'est mise en tête de légiférer sur la façon de servir l'huile d'olive dans les restaurants. Elle veut interdire d'utiliser, à partir du 1er janvier 2014, de l'huile d'olive en jarre ou en bol, pour "*empêcher la fraude*" et "*garantir une meilleure hygiène et la traçabilité des produits*". Si certains y voient une tentative de se racheter après les scandales de la viande de cheval ou des tartes IKEA, ils oublient que les mesures déjà en vigueur se sont révélées complètement inutiles. Ainsi, le règlement européen n°182 du 6 mars 2009 imposant la désignation de l'origine sur l'huile d'olive «*vierge*» et obligeant les producteurs à déclarer tout coupage, a été suivi de nombreuses fraudes, pour la plupart non sanctionnées... Alors que Bruxelles prétend améliorer la compétitivité et l'image de marque des huiles d'origine européenne, le seul effet tangible sera d'accroître les coûts pour les restaurateurs qui devront jeter l'huile inutilisée. La mesure a d'ailleurs provoqué un tel tollé que la Kommission y a (provisoirement ?) renoncé.

En fait, sans protectionnisme, l'UE ne peut rien face à des concurrences déloyales et n'est pas l'échelle adéquate pour une politique sanitaire et agro-alimentaire efficace. Cela impliquerait, par exemple, en France un contrôle accru des huiles AOC face aux huiles espagnoles qui prospèrent frauduleusement. La vraie défense des consommateurs français, mais aussi de notre filière agricole et agro-alimentaire, implique un étiquetage obligatoire et rigoureux des denrées alimentaires distribuées sur notre territoire.

Le désamour pour l'UE se confirme

Les Islandais affichent leur euroscepticisme : le soutien à l'entrée du pays dans l'UE et surtout dans la zone euro est devenu tellement faible en Islande (à peine un tiers de la population) qu'un prochain référendum devrait enterrer définitivement les négociations d'adhésion. L'opposition de centre droit est arrivée en tête des élections législatives, fin avril : le Parti de l'indépendance (26,7 %) et le Parti du progrès (24,3 %) gouvernent ensemble, et sont tous deux opposés à l'adhésion.

Des nouveaux déjà absents : les Croates qui rejoignent l'UE le 1er juillet ont élu, le 14 avril, leurs douze députés européens pour un an, avec un taux de participation particulièrement bas : 20,69 %. L'adhésion à l'UE ne suscite plus guère d'enthousiasme, et les pays des Balkans, engagés à des degrés divers dans le processus d'intégration, sont de moins en moins attirés par une Union à la dérive. Seule, la carotte financière des fonds de préadhésion permet, pour le moment, d'alimenter "le rêve" (sic !).

Le soutien à l'UE est partout en baisse, selon les dernières études : 38% des personnes interrogées ont confiance en l'UE, contre 61% en 2003 et 50% en 2011. C'est l'absence de résultats concrets qui semble décevoir le plus des peuples qui ne souhaitent plus d'intégration économique ni de transferts de pouvoir vers Bruxelles.



***La chronique de Véronique Hervouët* (*)**

Le réveil de la grenouille

Pas un jour sans son lot de meurtres sordides. Dépeçage d'un homme à la machette aux cris d'Allah Akbar en plein centre de Londres. Voyageurs rançonnés dans nos trains. Soldats censés assurer la sécurité publique désarmés et poignardés sans pouvoir réagir. Émeutes ethniques, razzias au Trocadéro. École à bout de souffle. Désindustrialisation, chômage de masse et submersion migratoire. Islamisation accélérée de l'Europe... L'actualité nous déborde, les vagues de criminalité et les décisions politiques les plus iniques se succèdent à telle vitesse que nous n'avons même plus le temps de réagir pour chacune.

Cette conjoncture survient au terme de trente années d'aveuglement consumériste. Elle évoque l'histoire de la grenouille dans le chaudron : tout d'abord la grenouille nage avec volupté dans une eau froide, puis tiède. La température grimpe doucement sans que la grenouille s'affole jusqu'à ce que l'eau soit chaude. La grenouille s'étant affaiblie, elle ne peut plus réagir, jusqu'au moment où elle finit par mourir. Cette expérience montre que lorsqu'un changement négatif s'effectue de manière suffisamment lente, il échappe à la conscience et ne suscite pas de réaction ni de révolte.

Mais les êtres humains sont plus complexes que les grenouilles. La passivité humaine n'est pas exempte de sursauts inattendus, comme de duplicité. Le chaos social et les guerres sont propices au retour du refoulé des pulsions. Ils témoignent toujours que l'horreur et la barbarie, ainsi que la jouissance qu'elles offrent, se réactualisent assez facilement chez la majorité des êtres humains. La tentation est grande : devant l'échec du modèle transgressif soixante-huitard (la fuite en avant du désir et sa butée sur l'obstacle ultime de la criminalité), les tenants de l'idéologie libérale-libertaire ne voient pas d'autre issue favorable à leur quête de jouissance qu'un changement de société. Un changement qui implique la substitution, à la loi nationale, des lois archaïques légitimant les rapports de domination, tant sur le plan sexuel qu'économique (esclavage, polygamie, viol, pédophilie, meurtre). Une néo-féodalité qui convient aux visées néolibérales-libertaires, l'action des prédateurs pouvant s'exercer dans ce cadre en toute légitimité, sans retenue ni culpabilité, ni remord.

C'est ce à quoi nous mène le recul indéfini des limites, qui persiste à être vu comme un progrès, dans le domaine sexuel comme dans le domaine économique, dès lors que désir et jouissance y trouvent une expansion nouvelle – quel qu'en soit le prix, pourtant clairement affiché, la déshumanisation, l'effondrement social et civilisationnel.

Le triomphe « dé-normatif » pose question : si l'Interdit a engendré les processus de civilisation, institutionnaliser sa transgression n'engendre-t-il pas logiquement le retour de la loi du plus fort et de la barbarie ? La société de consommation fondée sur l'Impératif de jouissance est-elle moins aliénée que celle qui se fondait sur l'Interdit de la jouissance ? Ne constatons-nous pas une même dérive vers l'aliénation, quand leur exercice devient totalitaire ? Le nouveau totalitarisme se manifeste par une guerre économique mondiale appelée « libre-échange » qui exige le démantèlement de l'Etat de Droit. Il l'obtient par l'effacement des valeurs, lois et normes, engendrant une guerre identitaire présentée comme un libre-échangisme des cultures et des sexualités.

La Manif Pour Tous signe le réveil de la grenouille. La réaction policière confirme que nous ne sommes plus en démocratie et que le temps de la répression est arrivé. Se dessinent alors deux camps et un choix qui déterminera l'avenir de chacun : *Résister ou collaborer*. Des mots revenus en pleine lumière, n'en déplaise au chef de l'État qui, célébrant hypocritement il y a quelques jours le Comité National de la Résistance, souhaitait les renvoyer dans l'obscurité d'un « passé révolu ». Bon ou mal gré, les soixante-huitards devront cesser de "prendre leurs désirs pour des réalités"...

* Psychanalyste et essayiste, vice-présidente du SIEL

Quel avenir pour le "Printemps français" ?

Malgré le vote de la loi sur "le mariage pour tous", le mouvement de protestation qui s'est élevé il y a déjà six mois, non seulement ne s'est pas arrêté, ne faiblit pas, mais s'amplifie.

Mai 2013 n'est pas un "Mai 68 à l'envers" si on prend en compte le fait que ce dernier, né contre la droite, fut relayé par les syndicats et donna lieu dans la plus pure tradition ouvriériste à une grève générale qui paralysa tout le pays. Éphémère mais radical, mai 68 fut un bref chaos qu'avaient préparé deux mois à peine de manifestations. On a en revanche avec ce "printemps français" un mouvement long qui s'installe dans la durée, connaît des pauses et repart. Mais c'est un "Mai 68 à l'envers", si on entend par là qu'il est en rébellion contre les dirigeants actuels qui sont justement dépositaires de l'idéologie libertaire de Mai 68. De même que Mai 68 a initié une évolution de la gauche vers le libertarisme qui dure depuis quarante ans, le "Printemps français" inaugure le retour de balancier désiré depuis 30 ans par la génération de ceux qui n'ont jamais accepté ces idées révolutionnaires, égalitaristes et libertaires. Cette génération a transmis à ses enfants pieusement, ce qu'elle avait reçu et qui se trouvait mis en danger depuis 68. De nombreux enfants manifestant leur colère aujourd'hui sont issus de ces familles nombreuses que beaucoup d'entre eux ont construites, malgré les difficultés grandissantes. Mais, dans cette même génération, il y a aussi des jeunes dont les parents, pris dans le flux libertaire, n'ont pas pu tenir leurs engagements, et infligé à leurs enfants d'irréparables traumatismes. C'est le cocktail détonnant de cette transmission de valeurs, de buts, de projets, et de difficultés à les vivre qui ont sensibilisé ces jeunes (160 000 avortements par an en France avant la loi, 250 000 aujourd'hui ; un mariage sur trois qui tient et deux qui aboutissent au divorce... Le travail lent de désagrégation des couples et des familles est en progression régulière depuis un siècle). Pour eux, la loi Taubira est la loi de trop. Ces enfants abandonnés à temps plein ou à temps partiel par un de leurs parents ne supportent pas que d'autres soient d'avance condamnés à cette amputation affective ou au destin tragique de celui qui jamais ne connaîtra celui ou celle qui l'a véritablement engendré. Ce sont ces jeunes qui, offrant à leurs aînés la récompense inattendue des combats apparemment stériles menés depuis trente ans, sont en train de relancer de leurs milliers de mains assemblées l'énorme balancier lent et lourd des évolutions de l'opinion, de l'extrême gauche où il se trouve vers non pas l'extrême droite, ainsi désignée pour faire peur, mais tout simplement la droite.

Après le mois de mai, qui est traditionnellement celui des revendications, et a constitué un "temps fort" de ce "Printemps français", la suite dépendra de la capacité de tous les mouvements diffus de cette mobilisation immense à dépasser la seule contestation d'un texte désormais voté, à élargir leur champ réactionnel. Dans une bataille, il y a les avant-postes, les attaquants, et l'arrière, et chacun doit trouver sa place et agir à son niveau. Mais il faut que les "chefs" ne créent pas des divisions qui viennent de la double nature du terme "politique" et donc de l'ambiguïté de la "politisation" éventuelle. J'ai dit que pour un résultat politique il fallait une action politique et je le maintiens. Je souhaitais qu'une action résolue, une vraie mobilisation voie le jour, et non une simple "catho pride" festive tenant plus du spectacle que du phénomène de foule, et c'est ce qui s'est produit le 24 mars. L'organisatrice initiale, Frigide Barjot, s'étant retirée du jeu le 26 mai, la trajectoire politique sera plus droitnière. Mais la "politisation" est un terme qui évoque aussi clairement le rattachement à des partis. Or la multiplicité des partis fait courir un risque accru de divisions.

La prochaine échéance politique, ce sont les municipales, déjà lancées. Et la manœuvre classique de la gauche, qui a si bien réussi depuis 1984, renaît : diaboliser une partie du mouvement, en le qualifiant d'extrême, afin d'éviter que d'une protestation commune à l'ensemble de la droite - et d'une infime partie de la gauche - surgisse une alliance électorale qui la chasserait du pouvoir pour longtemps en s'exprimant dans les urnes. Pour éviter cette division politique, il faut au préalable que chacun accepte qu'il y ait "différentes demeures dans la maison du Père". La jeune génération semble y parvenir plus facilement que la nôtre parce qu'elle n'a pas connu les combats passés qui nous ont séparés. Lors des élections il faudra supporter, au premier tour, d'avoir des "compagnons de combat" à toutes les fenêtres : RBM (FN et SIEL), RPF, DLR, MPF, PCD, UMP. Cette diversité est ressentie comme un "plus" par des jeunes habitués à la multiplicité des programmes et au "zapping" de l'offre partisane, mais elle n'est pas un atout pour la cause, car elle disperse ses défenseurs. Elle comporte cependant un avantage, rendre possible, au deuxième tour, des accords sur un fondement idéologique commun afin que ne soient pas élus ou réélus des gens de gauche mais aussi de droite qui ont voté ce projet de loi. Mais au deuxième tour il sera peut-être trop tard, car le

PS, rééditant le navrant mais lucratif système des primaires, régentera dans de nombreux endroits un front uni (il a déjà décidé d'aller plus loin et, anticipant un éclatement de l'UMP, de proposer des alliances aux UMP les plus centristes...). Pour contrer cette manœuvre, il faudrait qu'entre les UMP les plus à droite et le RBM cesse l'éternelle scène du mépris. Il faudra de vrais accords, clairs et fondés sur une acceptation des différences, mais aussi une stratégie commune pour un but commun. On aurait ainsi un large mouvement où les diverses "petites" formations qui ont œuvré à ce "Printemps français" pourraient intégrer de jeunes candidats qui pour une fois mériteraient leur nom, car vêtus de probité candide et de lin blanc comme leurs antiques prédécesseurs romains. C'est ce qu'il faut préparer dès maintenant. C'est à quoi se consacre le SIEL, fidèle à sa mission.

* docteur d'Etat en droit public et en science politique, professeur de droit, avocate et essayiste, vice-présidente du SIEL



NOTE DE LECTURE

"Les années Sarkozy" par Yves-Marie Laulan (Éditions de l'Æncre)

Bien en deçà des « années Sarkozy », c'est la toute première décennie du nouveau siècle que l'auteur a ciblée comme réceptacle de ses considérations sur cette période, qu'il a vraisemblablement vécue dans une irritation contenue, mais observée et analysée dans ses moindres recoins, avec finesse, mais aussi truculence. C'est en pointilleux expert qu'il a suivi le devenir de la France tout au long d'un moment marqué par la crise financière, ainsi que par un assujettissement croissant à l'égard de l'Union Européenne et de l'OTAN, qui l'a entraînée dans des expéditions lointaines, meurtrières et sans le moindre profit pour elle, de quelque nature qu'il soit.

L'auteur a ainsi constaté combien se sont émoussées les valeurs historiques nationales que sa propre génération, pourtant durement entamée par les vicissitudes de la fin de l'empire, avait réussi à préserver.

La dernière phase, le piteux quinquennat, n'est évidemment pas épargnée par les sarcasmes ; la photographie de l'ancien président, qu'il a malicieusement retenue pour illustrer la couverture du livre, témoigne à elle seule du peu d'aménité de l'auteur envers le personnage, dont une expression dédaigneuse et dubitative déforme le menton en d'inesthétiques contorsions.

Tout d'abord comme ministre d'Etat sous Chirac, puis investi de la fonction suprême, il a bénéficié de dix ans pour mettre en œuvre les mesures voulues par la composante la plus nombreuse et la plus consciente de la nation ; mais après quelques rodomontades, puisées d'ailleurs sans vergogne dans des programmes concurrents, elles ne virent jamais la moindre ébauche de réalisation, Bruxelles ayant rapidement et sans ménagement remis l'étourdi dans le droit chemin.

Il s'agit bien d'un réquisitoire exhaustif sur les conditions économiques, sociales et morales qui sont désormais notre lot, et dont l'ironie parfois grinçante ne masque pas toujours le désappointement profond, ni l'amertume du propos. On pourra éventuellement regretter une genuflexion superfétatoire en l'honneur d'un ancien ministre, et accessoirement repris de justice, qui risque d'amoinrir le ton généralement percutant de l'ensemble.

Maurice Livernault

Pourquoi j'ai adhéré au SIEL

Trois questions à ... Arnaud Cléré

Coup de tonnerre, en mai dernier, à Gamaches, petit village de 3000 âmes, à quelques encablures de la Baie de Somme, où Arnaud Cléré, jeune éleveur de 34 ans, candidat UMP aux prochaines élections municipales, a osé briser le tabou absolu d'une liste commune avec des militants du Front national.

Nous avons interrogé ce courageux hussard.

Comment expliquez-vous votre exclusion de l'UMP ?

Les raisons de mon exclusion sont très simples : avoir pratiqué au grand jour ce que 60% des militants UMP pensent tout bas, c'est-à-dire faire naître une grande union de la droite et du centre droit sans plus exclure le Front national. A Gamaches, lors des dernières élections législatives, un électeur sur quatre a voté pour le FN. Selon moi, il n'y a aucun motif valable pour bannir et ignorer ces électeurs qui font savoir depuis un certain temps qu'ils en ont assez de cette fausse droite qui préfère faire élire un communiste que défendre leurs propres idées. Les responsables locaux de l'UMP me rétorquent que le FN est un parti anti-démocratique. Drôle de conception de la démocratie de la part d'un parti qui me révoque sans sommation, en violation des procédures d'exclusion. J'ai d'ailleurs appris celle-ci par la presse.

Certes, mais pourquoi avoir rejoint le Siel ?

Le Siel est un jeune mouvement dynamique porteur d'espérance en une grande union des droites. Je suis convaincu que notre mouvement est le renouveau de la droite française. Lorsque le RPR fut remplacé par l'UMP, je ne me suis pas retrouvé dans les valeurs de ce parti mastodonte. J'ai donc, à l'époque, rejoins le MPF de Philippe de Villiers, dont j'ai porté les couleurs lors des législatives de 2007. Malheureusement, celui-ci rentrant en sommeil au fur et à mesure des années, j'ai fini, sans grande conviction, par rallier l'UMP, trompé par le discours faussement patriotique mais réellement opportuniste de Jean-François Copé. Je retrouve au Siel les valeurs que j'ai toujours défendues lors de mon passage au MPF, avec, en plus, une vraie dimension d'ouverture... à droite.

Comment comptez-vous vous investir au sein du Siel ?

Je compte m'engager pleinement au sein de notre mouvement avec courage et détermination. Avec l'aide de Cédric Milhat, notre responsable départemental, je compte donner à notre jeune parti, le rayonnement qu'il mérite au plan régional mais aussi national. Si mon expérience de « *vilain petit soldat* » m'a apporté une certaine publicité médiatique, je souhaite en faire bénéficier le Siel. D'ailleurs j'appelle les candidats aux municipales, partout en France, dans les communes, notamment rurales, à ne pas hésiter à franchir le pas pour une alliance entre toutes les forces de droite, sans craindre des menaces d'exclusions de l'UMP ou de tout autre parti. La France n'est pas la chasse gardée de ces appareils sclérosés qui portent la responsabilité de plus de trente années de gabegies et de lâches abandons, notamment de souveraineté.



Hôtel de ville de Gamaches



Château de Huppy



" Les articles publiés n'engagent la responsabilité que de leurs auteurs. "



A vos agendas !

Dépôt de gerbes et discours devant le château de Huppy (Somme)

mardi 18 juin à 17h30

par **Paul-Marie Coûteaux** président-fondateur du SIEL
Karim Ouchikh président exécutif du SIEL
Arnaud Cléré candidat SIEL aux élections municipales de 2014 à Gamaches
Cédric Milhat délégué départemental du SIEL, membre du Bureau du SIEL



Réunion publique du SIEL à Gamaches (Somme),

mardi 18 juin à 19h

Au local du **SIEL 80** 6 rue de la République

en présence de : **Paul-Marie Coûteaux, Karim Ouchikh, Arnaud Cléré, Cédric Milhat**

Un **buffet** clôturera cette manifestation



Réunion du **Comité Directeur du SIEL**

samedi 6 juillet de 10 à 16 h



Radio Courtoisie (95,6 MHz)

LIBRE JOURNAL de la Nuit de Paul-Marie COÛTEAUX

Chaque **mercredi** de 21h30 à 23h - **Rediffusion** : le **vendredi** de 21h30 à 23h



Aidez le SIEL, le SIEL aidera la France

BULLETIN D'ADHESION

Souveraineté, Indépendance Et Libertés

S.I.E.L 51 rue de Paradis - 75010 PARIS

Nom Prénom
N° Rue
Code Postal Ville
Tél. mobile
Courriel @

ADHESION :

- Lettre d'information mensuelle (11 n°) : 13 €
- Adhésion simple : 36 €
- Adhésion active : 60 €
- Lycéen/Étudiant/Demandeur d'emploi : 15 €
- Membre bienfaiteur : 100 € à 500 € (*Indiquer la somme*)

Les chèques sont à libeller à l'ordre de : Pierre Hervieux mandataire financier du S.I.E.L

*Chaque cotisation ou don ou soutien bénéficie d'une réduction fiscale de 66 % ce qui réduit le coût des deux tiers (2/3).
Le reçu fiscal vous sera systématiquement envoyé sans que vous ayez à le solliciter.*

Le SIEL reçoit ... Roland Hureaux

Roland Hureaux est haut fonctionnaire et universitaire ; il a été membre de plusieurs cabinets ministériels (dont celui de Philippe Séguin) et élu local ; il se qualifie de gaulliste et souverainiste ; essayiste, son dernier ouvrage publié est "La grande démolition : La France cassée par les réformes".

Le cas syrien, ou la preuve éclatante de l'inconséquence de la diplomatie française

La position française sur le dossier syrien montre le manque criant de finesse et de connaissance par la diplomatie française des subtils équilibres dans la région. Une incurie qui va finir par faire perdre à la France son influence internationale qui était jusque-là sa force.

L'UE vient de donner à ses membres le feu vert pour livrer des armes aux rebelles syriens. Victoire diplomatique pour Paris et Londres qui le demandaient instamment ? Bien au contraire, nos dirigeants font une fois de plus dans cette affaire la preuve de leur inconséquence. En faisant au cours des derniers mois, au sujet de la Syrie, de la surenchère sur la politique américaine elle-même, la France s'est en effet marginalisée. L'annonce récente d'une conférence internationale sur la Syrie, avec la participation du gouvernement Assad, dont le principe avait été négocié directement entre les États-Unis et la Russie, a constitué un camouflet pour la France refusant de traiter avec le chef d'État syrien. Tenue pour inexistante par les "grands", notre diplomatie aurait-elle voulu se rattraper en se montrant plus irresponsable ? Cette surenchère s'était exprimée depuis plusieurs mois par la reconnaissance du conseil national comme gouvernement provisoire des rebelles, à la représentativité douteuse, et la volonté frénétique d'armer la rébellion syrienne, positions refusées par le présent Obama. Le plus suffocant dans cette histoire est l'inculture historique dont a témoigné la conduite de la politique française, signe d'une grave dégénérescence de notre appareil diplomatique. Notre projet d'armer la rébellion est irresponsable dans une région qui est une véritable poudrière, surtout si l'on considère que dans cette rébellion, les islamistes les plus radicaux, *Al Qaida*, se trouvent en position hégémonique. Et notre position incompréhensible nous brouille avec deux partenaires naturels : la Russie et l'Algérie.

Irresponsable, la ligne politique française démontre aussi une triple ignorance : L'oubli de la mission de La France au Proche-Orient ; une diplomatie des droits de l'homme, simpliste et contradictoire ; une hiérarchie fantasmée des régimes.

Le plus lamentable est que cette déficience de la pensée est partagée entre la droite et la gauche : on cherche en vain une nuance entre les positions de Hollande et de Sarkozy, de Fabius et de Juppé. Est-il nécessaire de dire qu'avec cette diplomatie de gribouille, nous sommes à des années-lumière du mode de pensée d'un De Gaulle ? L'histoire se venge de ceux qui en oublient les leçons. Nous allons payer le prix fort de cet oubli au Proche-Orient, d'abord par le ridicule, et ensuite, plus probablement, par notre éviction durable de la scène. Cette ignorance, cette inculture et cette superficialité peuvent avoir des conséquences dramatiques. Depuis le général de Gaulle, la France, en adoptant des propositions modérées et moyennes, comme sur le Vietnam ou la question palestinienne, avait pu proposer sa médiation. C'était un peu sa fonction institutionnelle dans le concert des nations. Nous en sommes loin après les gesticulations hystériques de ces derniers mois. Et dire qu'il y a au Quai d'Orsay des gens qui se demandent pourquoi la Conférence prévue se tiendra à Genève et non à Paris ! L'impasse intérieure à laquelle François Hollande se trouve confronté témoigne de l'épuisement pathétique de la veine social-démocrate dont il se réclame. Le même épuisement a son pendant dans la diplomatie. Le quinquennat précédent montre que la droite ayant remis depuis longtemps l'héritage gaulliste est encore loin de pouvoir proposer une doctrine alternative.